

> Atelier 6

Mobilisation et capacité d'initiative citoyenne

En quelques tweets

#osezparticiper Il faut apprendre à faire plutôt que faire faire.

#osezparticiper On doit accepter l'erreur et l'incertitude et abandonner la logique des projets.

#osezparticiper Comment entendre les initiatives citoyennes?

#osezparticiper Les publics absents existent ailleurs. Pourquoi devraient-ils venir? Pourquoi n'irions nous pas vers eux?

#osezparticiper L'enjeu est de passer d'une logique du rapport de force à celle du dialogue.

#osezparticiper L'expérience du collectif change une trajectoire de vie.

@Clément Irigoyen,

étudiant en master recherches philosophie
à Bordeaux-3

> Atelier animé par

Alexandra Minicki (Ville de Bègles, Mission Agenda 21)
et **Winston Brugmans** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Enjeux du débat

Qu'est-ce que s'engager signifie? Qu'est-ce que mobiliser veut dire?
Quelle articulation entre démarches institutionnelles et initiatives citoyennes?
Existe-t-il des espaces de rencontre? Le dialogue est-il possible?

Les démarches « top down » mises en place par les institutions (collectivités territoriales, établissements publics locaux ou autres) cherchent à promouvoir la mobilisation des citoyens et, selon les cas, à aller chercher les publics absents.

De leur côté, des citoyens se regroupent et interpellent régulièrement les pouvoirs publics sur un projet particulier ou un sujet donné.

Il s'agissait dans cet atelier de comprendre comment ces deux dynamiques relevant de registres a priori différents, voire contraires, alimentent, chacune selon des logiques et modalités particulières, la démocratie participative.

L'atelier est revenu avec **Anahita Grisoni**, sociologue et urbaniste, sur le mouvement des Indignés (plus particulièrement sur l'expérience espagnole) qui, face à une situation de crise, a cherché à faire de la politique autrement. Il s'agissait, via la notion de démocratie horizontale, de découvrir les nouveaux répertoires d'actions proposés par le mouvement et de débattre du renouveau méthodologique démocratique apporté par les Indignés.

En parallèle, **Pierre-Yves Guihéneuf**, consultant chez DialTer, coopérative spécialisée dans la concertation, a abordé les questions de construction d'un dialogue institution(s) / société civile, en s'appuyant sur diverses expériences de co-construction de projet ou de co-élaboration de politiques publiques.

Entre démocratie représentative et participative, l'enjeu est sans doute de réussir à créer un espace permanent de rencontre et de négociation où décideurs et citoyens peuvent échanger et dialoguer.



Pistes issues de l'atelier

> Les freins

- L'absence de volonté et d'implication politique.
- La logique du « projet participatif ».
- L'absence d'écoute : « crise de l'écoute ».
- L'absence d'espaces d'écoute.
- Les institutions ne sont pas claires.

> Les leviers

- Offrir des espaces d'écoute et de valorisation des initiatives.
- Mieux connaître le territoire et les gens qui l'habitent.
- Transparence de l'action politique au sein des services et vers la population.
- Sortir de la logique du « projet participatif ».

> Les propositions

- Créer un service de veille des initiatives citoyennes.
- Créer des espaces d'écoute (lieux citoyens, forum sur Internet, référendum d'initiative locale, etc.).
- Accompagner l'initiative citoyenne.
- Assurer une action d'éducation à l'initiative citoyenne (permettre une autonomie : « apprendre à faire plutôt que faire faire »).